

Au-delà de la sécuritisation: construire la résilience des régimes au Sahel cas de l'Alliance des États du Sahel (AES)

Policy brief

11 novembre 2025

Public

[YOUSRA HAMDAOUI]

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'AFD, de ses partenaires ou financeurs.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

[YOUSRA HAMD AOUI] (11 novembre 2025), Au-delà de la sécuritisation : construire la résilience des régimes au sahel cas de l'Alliance des États du Sahel (AES), Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas.

<https://pasas-minka.fr>

SOMMAIRE

1 - INTRODUCTION.....	5
2 - TRAJECTOIRES ET PHASES DE LA SECURITISATION DU SAHEL.....	6
3 - L'AES : ENTRE RESILIENCE SECURITAIRE ET REPRODUCTION DU STATU QUO.....	10
4 - L'AES : LE NOUVEL ELAN SAHELIEEN ENTRE RUPTURE ET CONTINUE	12
5 - CONCLUSION.....	14
6 - REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	15

PRINCIPAUX ACRONYMES UTILISÉS

AES : Alliance des États du Sahel

AFRICOM : Commandement des États-Unis pour l'Afrique

AQMI : Al-Qaeda au Maghreb Islamique

CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

EIGS : État Islamique au Grand Sahara

EUCOM : Commandement des forces des États-Unis en Europe

FAMA : Forces armées maliennes

GATIA : Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés

GSPC : Groupe Salafiste pour la prédication et le combat

JNIM : Jama'at Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin

MSA : Mouvement pour le Salut de l'Azawad

MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali

MISAHEL : Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel

MISMA : Mission internationale de soutien au Mali

PIP : Programme d'Investissements prioritaires

PSI: Pan-Sahel Initiative

TSCTP: la Trans Saharan Counter Terrorism Partnership

1 - INTRODUCTION

Entre 2020 et 2023, le Sahel a été marqué par une vague de coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ces ruptures politiques ont accentué l'instabilité régionale, en ajoutant une crise politique persistante à une insécurité déjà profondément enracinée. Ces prises de pouvoir militaires ont débouché sur la création, le 16 septembre 2023, d'une alliance militaire réunissant les trois pays. En effet, la mise en place de ce pacte militaire intervient dans un contexte de fortes tensions au sein de la CEDEAO, où certains membres exigent alors le rétablissement de l'ordre constitutionnel au Niger et menacent d'une intervention militaire à la suite du renversement du président Bazoum, après avoir imposé un blocus économique au pays. L'Alliance des États du Sahel (AES) est née dans ce contexte, lorsque le Mali et le Burkina Faso ont promis une riposte immédiate à « toute agression » au Niger.

Les prises de pouvoir dans les pays de l'AES s'expliquent également par le contexte sécuritaire dégradé et par l'incapacité des dispositifs militaires existants, notamment ceux encadrés par l'armée française dans le cadre de l'opération Barkhane et de ses alliés occidentaux, à rétablir la stabilité dans la région. Ce contexte a entraîné l'éviction de la France du Mali en 2022, puis du Burkina Faso et du Niger en 2023. L'écartement de la France a ouvert la voie à d'autres partenaires, tels que la Russie et la Turquie, dont la présence n'est pas inédite, mais dont le positionnement actuel constitue une rupture par rapport au passé. Ces partenariats traduisent et renforcent la convergence stratégique entre les pays de l'AES. Ces derniers multiplient les rencontres bilatérales et multilatérales et développent à la fois une diplomatie commune et différenciée, en fonction des priorités nationales.

La création de l'AES s'inscrit dans la continuité d'un long processus de réponses sécuritaires au Sahel. Ces dernières s'articulent autour d'une politique de sécuritisation de la région depuis le début des années 2000. Le Sahel a été encadré par des discours et des pratiques sécuritaires depuis le lancement de la guerre contre le terrorisme. C'est ainsi que plusieurs initiatives multilatérales et bilatérales ont assuré la gestion sécuritaire de la région, s'inscrivant aussi dans une logique de prévention, l'une des pièces maîtresses de cette guerre. L'ingénierie sécuritaire multi-niveaux mise en place, nourrie aussi par les discours de l'urgence et des mesures exceptionnelles, a entraîné une certaine suspension des politiques « normales », c'est-à-dire hors de la sphère de la sécurité. Dans ce contexte, le rapprochement entre la recherche de la sécuritisation et de la résilience offre une clé de lecture des politiques de sécurité déployées par les États de l'Alliance. La résilience est devenue un concept central et largement discuté dans les politiques publiques et dans plusieurs sous-domaines de la politique mondiale, notamment la sécurité, les interventions internationales, le terrorisme, et la lutte contre celui-ci (Bourbeau, 2018). Parmi les perspectives sur la résilience, une considère qu'elle présente à la fois des aspects négatifs et positifs (Davies, 2012). Sur le plan négatif, Athan Joseph (2013)¹ voit la résilience comme une partie d'une « rationalité néolibérale de gouvernement », qui déplace la responsabilité sur l'individu plutôt que sur les institutions sociales. Sur le plan positif, Williams (2013) affirme que renforcer la résilience des communautés locales est l'un des moyens les plus efficaces pour réduire la violence contre les civils dans les zones de conflit contemporaines. En outre, la résilience peut non seulement favoriser l'adaptation face à une situation sécurisée mais elle permet aussi de renforcer la sécurité en protégeant le mode de vie à travers des politiques et pratiques sécuritaires (Bourbeau & Vuori, 2018). Dans cette situation, la résilience n'a pas pour objectif de déconstruire les enjeux sécuritaires. Elle vise plutôt à maintenir le statu quo en allant dans le sens du choix sécuritaire mis en œuvre dans le cadre de la lutte antiterroriste au Sahel.

¹ Cité dans Bourbeau, P. (2015). Resilience and international politics: Premises, debates, agenda. *International studies review*, 17(3), 374-395.

Cette étude explore, dans un premier temps, les trajectoires et les phases de la sécuritisation du Sahel afin d'expliquer comment la gouvernance antiterroriste a reconfiguré les institutions, redéfini les rapports entre l'État et la société et renforcé les logiques de dépendance sécuritaire. Ensuite, elle examine comment cette gouvernance sécuritaire produit une résilience sécuritaire, une « résilience de maintien »². Ainsi, l'AES, dans sa structuration, promeut une résilience sécuritaire qui aboutit au maintien d'un statu quo plutôt que de viser une sortie de crise par la réappropriation du discours et des pratiques de la sécurisation. Enfin, l'étude s'interroge sur les caractères innovants ou continus de l'AES.

Cette étude adopte une méthodologie qualitative à visée théorique. Elle repose sur une analyse conceptuelle des théories de la sécuritisation et de la résilience. Par un dialogue critique entre ces deux approches, nous analysons comment la sécuritisation engendre une résilience qui protège le statu quo, faisant de la sécurité le garant de sa propre permanence. En outre, nous avons mené quatre entretiens virtuels semi-directifs avec deux acteurs de la société civile de Niamey (en 2025 et 2022³), un chercheur et ex-conseiller politique de Bamako, un chercheur et membre de la société civile du Nord du Mali basé à Bamako, ainsi que l'analyse de quelques discours des présidents de l'AES prononcés entre 2020 et 2024, afin d'enrichir l'assise théorique de cette recherche.

2 - TRAJECTOIRES ET PHASES DE LA SECURITISATION DU SAHEL

La théorie de la sécuritisation constitue « l'une des rares perspectives dans les études sur la sécurité », en articulant un cadre théorique et une application empirique (Williams, 2011). Issue de l'élargissement du débat sur la sécurité, elle prolonge les travaux menés au Copenhagen Peace Research Institute (COPRI) sur la sécurité européenne, la théorie du complexe de sécurité régionale et la sécurité globale (Waever, 1995 ; Buzan et al., 1998 ; Buzan et Waever, 2003). Face à cet élargissement, il devenait nécessaire de proposer une méthode permettant à la fois de classer les enjeux sécuritaires et d'expliquer leur émergence (Buzan et al., 1998). La sécuritisation, telle que développée par l'École de Copenhague et approfondie par le courant sociologique, analyse le processus par lequel un enjeu est transformé en problème de sécurité, en particulier dans son rapport au politique, et déplace la focale vers les instruments et les pratiques de gouvernement (Balzacq, 2011). Il importe de distinguer la sécuritisation ; entreprise essentiellement linguistique qui transforme un enjeu en un problème de sécurité, de la sécurisation, qui renvoie au fait de « rendre une chose plus sûre » (Balzacq, 2016). L'approche sociologique met enfin l'accent sur le rôle de l'audience, du contexte ainsi que sur les instruments et pratiques de gouvernement dans la construction des enjeux sécuritaires.

Au cours des deux dernières décennies, le Sahel a été instrumentalisé en tant que laboratoire de la guerre contre le terrorisme à travers des mécanismes de sécuritisation comprenant deux phases : une phase de prévention, initiée par les programmes de formation militaire américains — de la Pan Sahel Initiative (PSI) à la mise en place d'AFRICOM —, ainsi qu'une phase de militarisation initiée par l'intervention française Serval (Hamdaoui, 2020a, 2020b). En ce sens, la défaillance de la phase préventive (Hamdaoui, 2020a, Billy, 2025), dont l'objectif était également de renforcer la surveillance des frontières et des mouvements de population tout en sou-

² Philippe Bourbeau explore le concept de résilience dans le contexte de la migration et définit trois types de résilience parmi lesquels « resiliance as maintenance », ce genre de résilience, quand il est adopté aboutit à une sécurisation de la migration internationale.

³ Cet entretien est issu d'une série d'entretiens réalisée lors d'un séjour de recherche à Niamey en novembre 2022.

tenant la lutte antiterroriste, a mis en évidence les limites de cette approche et révélé l'incompatibilité de ces mécanismes avec les réalités du terrain sahélien. L'incapacité de l'armée malienne à contenir l'insurrection de 2012 (Hamdaoui, 2020a) a conduit la région vers une nouvelle orientation, marquée par une militarisation accrue des relations régionales.

Cette phase préventive a mobilisé une multitude d'acteurs. Les discours des officiels du commandement européen des forces armées américaines (EUCOM), principaux architectes de la PSI⁴, ont contribué à construire le Sahel comme un espace vulnérable et menaçant, ce qui a justifié la prévention américaine. L'initiative pan-sahélienne fournit alors un soutien matériel et une formation militaire dispensée par les forces spéciales américaines (Special Operations Forces, SOF). Elle a ensuite évolué vers une approche plus offensive, notamment à l'apparition du Groupe Salafiste pour la prédication et le Combat (GSPC) dans la région au début des années 2000. Toutefois, cette approche a été très critiquée en raison de sa focalisation sur la lutte antiterroriste (Bachmann, 2008). Cette orientation a conduit à la mise en place d'un nouveau cadre sécuritaire plus large : le Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme (TSCTP), destiné à remplacer la PSI.

Le partenariat a été créé en 2005, et constituait le principal vecteur de la politique antiterroriste des États-Unis en Afrique du Nord-Ouest. Le TSCTP est un programme pluriannuel et multi-agences, combinant diplomatie, aide au développement et coopération militaire afin de renforcer les capacités nationales et régionales de lutte contre le terrorisme et de contrer l'extrémisme (Hamdaoui, 2020a). Ce partenariat englobait le Burkina Faso, l'Algérie, le Maroc, le Sénégal et le Nigéria, ainsi que les pays de la PSI. Le TSCTP associe un volet militaire géré par l'EUCOM via l'opération *Enduring Freedom - Transsahara* et un volet civil géré par l'USAID. L'exercice *Flintlock*, lancé en 2005, constituait la composante opérationnelle du partenariat. La présence américaine, perçue comme une invasion par les populations locales⁵, a renforcé les tensions et, malgré la création de l'AFRICOM en 2007, l'essor des trafics, groupes armés et rébellions de 2012 a révélé l'échec de sa stratégie au Sahel (Hamdaoui, 2020a).

AFRICOM incarne une réévaluation géostratégique des intérêts américains en Afrique post-11 septembre 2001. Elle reprend les dimensions militaires, humanitaires et de développement du partenariat transsaharien. Le commandement des États-Unis pour l'Afrique s'appuie également sur un réseau de sites de sécurité coopérative « Lilly pads » pour réduire le coût et la visibilité de ses actions (Vine, 2015). En outre, AFRICOM sert aussi les intérêts américains dans un contexte de concurrence sino-américaine recrudescence. Tandis que le commandement est de plus en plus perçu par des chercheurs critiques comme une militarisation de la politique étrangère américaine (Volman, 2003 ; Keenan, 2008), la stratégie chinoise en Afrique combine commerce, investissement, échanges culturels et coopération militaire, incluant la vente d'armes, la formation et l'établissement de bases comme celle de Djibouti (Hamdaoui, 2020a). En plus, l'approche américaine s'appuie sur la stratégie « light footprint » marquée par l'usage massif des drones. Les limites de l'approche militaire américaine ont conduit à un recentrage vers le soft power et les programmes de prévention de l'extrémisme violent (PEV), tout en entraînant un désengagement progressif qui a ouvert la voie à d'autres acteurs de la sécurisation du Sahel. Dans ce contexte, la stratégie chinoise se présente moins comme une option idéologique qu'une réponse pragmatique face aux difficultés de l'approche militarisée des États-Unis, ce qui lui permet de renforcer une présence stable et politiquement viable dans la région.

L'intervention française au Sahel, amorcée avec Serval en 2013 face à la crise malienne de 2012, marquée par l'insurrection du MNLA, la montée des groupes djihadistes (Ansar Dine, MUJAO, AQMI) et le coup d'État de mars 2012, traduit la logique de l'urgence qui nourrit tout

⁴ La PSI visait initialement la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad.

⁵ Entretien réalisé par l'auteure avec des touarègues déplacés à Bamako 2016.

processus de sécurisation. Demandée par le Mali et soutenue par la CEDEAO et l'ONU, cette intervention visait à stopper l'avancée islamiste et à sécuriser les villes du Nord, tout en permettant à la France de se repositionner géopolitiquement, de protéger ses intérêts économiques et de contrôler les flux migratoires (Rigouste, 2017). En juillet 2014, le dispositif Barkhane succède à Serval sur la base d'un accord de coopération de défense entre la France et le Mali, reposant sur le principe du partenariat régional avec les pays du G5 Sahel (Mali, Niger, Tchad, Mauritanie, Burkina Faso). Son objectif est de renforcer les capacités des États partenaires dans la lutte contre les groupes armés terroristes (GAT) et de stabiliser la région, en coopération étroite avec la MINUSMA, l'EUTM Mali et les forces locales. Le dispositif, réparti entre Gao, Ouagadougou, N'Djamena, Tessalit, Madama et Faya-Largeau, s'appuie sur une logistique imposante (CPCO⁶, CSOA⁷, ASIA⁸) (Gueguen, 2016) et sur une aéronautique militaire de pointe (hélicoptères Tigre, NH90, Rafale, Mirage 2000) (Grintchenko, 2019). En agissant comme un « pompier régional », Barkhane mène des frappes ciblées et forme les armées de la région, tout en constituant un terrain d'expérimentation militaire et un levier de croissance pour le complexe militaro-industriel français, dont les exportations d'armes sont passées de 6,8 milliards d'€ en 2013 à 16,9 milliards d'€ en 2015 (Guisnel, 2016).

Le dispositif Barkhane n'agissait pas de façon isolée et s'est inscrit dans une logique de coopération multi-acteurs. La MINUSMA, créée en 2013, dotée de plus de 12 000 casques bleus et intégrant le renseignement et les drones (ASIFU⁹, ISR¹⁰, OSINT) (Rietjens & De Waard, 2017), collabore avec le dispositif. D'ailleurs, la focalisation de la MINUSMA sur la lutte antiterroriste fait que le maintien de la paix de l'ONU se confond avec le contre-terrorisme et sape ainsi le principe de l'impartialité qui guide les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (Charbonneau, 2019). De surcroît, la stratégie de l'Union européenne au Sahel fondée sur le nexus sécurité-développement vise à lutter contre le terrorisme, les trafics transfrontaliers et les migrations à travers les missions EUCAP Sahel Niger, EUTM Mali et EUCAP Sahel Mali qui appuient Barkhane sur le terrain. L'approche globale de l'Union européenne combine aussi l'aide humanitaire à travers sa direction générale ECHO. De la même façon, la France à travers les actions de l'AFD et d'Expertise France a cherché à articuler action sécuritaire et développement (le 3D : Diplomatie, Défense, Développement), notamment dans les zones de crise et frontalières, en coordination avec le G5 Sahel et les partenaires européens. L'utilisation des approches de développement et d'aide humanitaire complète celles militaires et sécuritaires dans le processus de sécurisation et de gestion des risques au Sahel. Enfin, sur le plan régional, malgré la multiplicité des acteurs africains (UA, CEDEAO, G5 Sahel), une faible appropriation africaine de la sécurité se traduit sur le terrain. L'Union africaine, à travers la MISMA, la MISAHÉL et sa stratégie tripartite (gouvernance, sécurité, développement), peine à se distinguer de l'ONU et de l'UE. Les dispositifs de l'APSA et de la Force africaine en attente (FAA) souffrent d'un manque de coordination, de financement et de volonté politique (Hamdaoui, 2020a). Le G5 Sahel, quant à lui, illustre à la fois une tentative d'africanisation de la sécurité régionale et une forme de dépendance persistante vis-à-vis des partenaires extérieurs, notamment la France et l'Union européenne. Sa structure, combinant organes de pilotage, de suivi et d'appui technique, témoigne d'une volonté de coordination multilatérale et d'intégration du binôme sécurité-développement à travers le Programme d'Investissements prioritaires (PIP) et la Force conjointe. Cependant, les limites opérationnelles de cette force, révélées par le manque de formation des troupes, la dépendance au renseignement extérieur et les violations des droits humains, mettent en lumière l'écart entre objectifs stratégiques et capacités réelles sur le terrain (Hamdaoui, 2020a).

⁶ Centre de planification et de conduite des opérations

⁷ Centre du soutien des opérations et des acheminements

⁸ Adjoint soutien interarmées.

⁹ All Sources Information Fusion Unit

¹⁰ Intelligence, surveillance, Reconnaissance

L'échec de ces mécanismes se traduit aussi par une expansion de la violence du Sahel central jusqu'au golfe de Guinée. Au Mali, l'épicentre du conflit s'est déplacé vers le centre et le Sud du pays jusqu'au récent encerclement de Bamako, tandis qu'au Burkina Faso, il demeure principalement situé au nord d'Ouagadougou, où les régions de l'ouest comme de l'est sont désormais largement affectées par les insurrections. Au Niger, la région de Tillabéri est particulièrement touchée, avec des attaques quasi quotidiennes visant civils et militaires. La violence s'étend aux régions de Diffa et de Tahoua, et désormais à Dosso, auparavant épargnée¹¹. L'ensemble de ces foyers de crise illustre la régionalisation et la mutation de la violence, nourries par la faiblesse des États, les rivalités communautaires et l'échec des approches strictement militarisées de la sécurité (Hamdaoui, 2020).

Dans la même veine, les groupes armés ont développé une capacité d'organisation en adoptant une stratégie d'usure qui leur permet, à long terme, de résister et d'affaiblir les États. Même si les États ou les alliances internationales sont mieux soutenus sur le plan militaire, les groupes armés gagnent sur la durée en maintenant la pression. Ce que Ivan Arreguín-Toft développe dans son livre "How the weak Win Wars: A theory of Asymmetric Conflict"; les puissances échouent souvent malgré leur supériorité militaire, parce qu'elles choisissent des stratégies inadaptées à la nature du conflit et à la logique de leurs adversaires (Arreguín-Toft, 2005). Au Mali, malgré les pertes subies et la neutralisation de nombreux acteurs depuis 2012 notamment au sein du JNIM, les groupes restent actifs et capables de se reconstituer. La guerre se transforme en une économie de rente, où la violence devient un moyen de profit à travers des trafics, des rançons et des pillages, assurant la pérennisation des conflits par la commercialisation des activités armées¹². Les groupes armés opérant à Diffa pratiquaient des enlèvements tout en laissant leurs numéros de téléphone afin de négocier, tandis que ceux de Tillabéri imposent le prélèvement de la zakat aux habitants des villages, soit en fonction du nombre de têtes de bétail détenues, soit directement en nature, par la confiscation du bétail¹³.

D'autres dynamiques belliqueuses apparaissent chez les groupes armés depuis le début de 2025. La militarisation des drones civils constitue une évolution des tactiques asymétriques visant à contourner la supériorité militaire étatique et à intimider les armées locales (Koné & Rodrigue Koné, 2025). Depuis février, le Burkina Faso et le Niger ont subi plusieurs frappes de drones kamikazes menées par le JNIM et l'EIGS, causant de lourdes pertes, notamment à Ekwéwan en mai dernier (Koné & Rodrigue Koné, 2025). Une autre dimension importante du conflit réside dans le rôle stratégique des infrastructures de transport, devenues à la fois cibles militaires et leviers de contrôle territorial et économique par les divers groupes armés. Selon le dernier rapport publié par l'OCDE/SWAC en 2025, l'infrastructure de transport au Sahel central joue un double rôle, à la fois facilitateur et cible de violence, ce qui place les forces gouvernementales en position de désavantage. La fragilité de cette infrastructure limite leur mobilité et les rend vulnérables aux embuscades, tandis que les groupes armés djihadistes, plus mobiles grâce aux motos et aux véhicules légers, exploitent cette contrainte pour frapper avec une relative impunité (OCDE/SWAC, 2025). Le même rapport mentionne que le JNIM ainsi que l'EIGS utilisent les routes de multiples façons pour contrôler la mobilité au Sahel central et autour du Lac Tchad : ils tendent des embuscades contre les convois militaires et civils, enlèvent des voyageurs pour rançon ou pression politique, posent des mines et IED pour perturber le commerce et freiner les incursions, imposent des blocus économiques sur des villes comme Tombouctou ou Djibou, et détruisent des infrastructures clés afin d'isoler leurs adversaires (OCDE/SWAC, 2025).

¹¹ Entretien réalisé (par signal) avec un membre de la société civile de Niamey, le 29 octobre 2025.

¹² Entretien réalisé à Niamey avec un membre de la société civile travaillant sur le droit à l'alimentation, Novembre 2022.

¹³ Entretien réalisé à Niamey avec un membre de la société civile travaillant sur le droit à l'alimentation, Novembre 2022.

Dans ce contexte d'intensification des violences et de fragilisation des États, les coups d'État militaires survenus entre 2020 et 2023 au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont reconfiguré le paysage politique régional, entraînant la création de l'Alliance des États du Sahel (AES). Les discours des trois pays stratégiques de la région ont relayé les narratifs du « patriotisme », « souveraineté », « indépendance » mais aussi la « lutte anti-terroriste ». Ces discours reprennent aussi le jargon de la sécuritisation où la montée en puissance des narratifs de la sécurité nationale et de la gouvernance militaire est représentée comme une réponse urgente à l'insécurité et à l'expansion de l'extrémisme violent. Ainsi, la légitimité politique est de plus en plus liée aux promesses de sécurité, souvent au détriment du respect de l'ordre constitutionnel et démocratique. L'Alliance, dans sa structuration, promeut cependant une résilience sécuritaire qui a pour résultat de maintenir un statu quo plutôt que de viser une sortie de crise.

3 - L'AES : ENTRE RESILIENCE SECURITAIRE ET REPRODUCTION DU STATU QUO

Sur le plan théorique, la recherche sur la sécuritisation tend à opposer les enjeux de sécurité aux autres en ne considérant ni leur degré ni leur variation (Bourbeau & Vuori, 2018). L'intensité de la sécuritisation diffère selon les contextes, les périodes et les objets (migration, nucléaire, etc.). Une approche graduée, inspirée des travaux sur la résilience, permettrait de mieux saisir ces variations des pratiques sécuritaires en fonction des dynamiques sociales et des ajustements propres à chaque société (Bourbeau & Vuori, 2018). Bourbeau et Vuori expliquent dans leur chapitre « resilience and security » que du point de vue de la sécurité, la résilience peut être mobilisée afin de répondre et de s'ajuster à une situation déjà sécuritisée. L'objectif n'est pas de transformer la sécurité ni de désécuritiser l'enjeu, mais de renforcer les pratiques qui construisent la résilience sociale et communautaire face à un monde de plus en plus marqué par la sécuritisation. D'un point de vue de la résilience, celle-ci peut stimuler et produire la sécurité. Dans ce cas, la résilience renvoie à l'idée de protéger le « mode de vie » d'une société en maintenant des politiques et des pratiques sécuritaires (Bourbeau & Vuori, 2018).

L'Alliance des États du Sahel (AES) est née dans un contexte hautement sécuritisé. Dans ce cadre, les régimes militaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger sont des régimes résilients non pas dans un sens transformateur, mais en tant que systèmes capables de s'adapter et de se réajuster à un ordre déjà sécuritisé. La formation de l'Alliance, issue de coups d'État successifs, ne traduit pas un processus d'émancipation politique, mais plutôt une réappropriation de la sécuritisation visant à maintenir et à consolider le pouvoir dans un environnement marqué par la suspension des politiques normales. Cette suspension des processus civils et démocratiques constitue l'une des caractéristiques majeures des contextes sécuritisés, renforçant les choix militaires et sécuritaires au détriment des solutions politiques.

En septembre 2023, à Bamako, la charte du Liptako-Gourma institue l'Alliance des États du Sahel (AES) entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. L'AES est fondée sur la solidarité, l'assistance mutuelle, la coopération multiforme. Elle vise à bâtir une architecture défensive régionale centrée sur le Liptako-Gourma, cœur stratégique de la lutte antiterroriste. L'Alliance se présente ainsi comme une tentative de réaffirmer un modèle autonome face aux ingérences extérieures. Sur le terrain, l'AES est née sur fond de tensions avec la CEDEAO et de la rupture avec des partenaires internationaux occidentaux.

Sur le fond, les discours des militaires de l'Alliance mettent l'accent sur la reprise de la sécurité et de l'administration locale dans un esprit de souveraineté et de mobilisation nationale. Toutefois, la rupture avec l'ordre sécuritaire colonial soutenue par les pays de l'AES reste largement

théorique. En réalité, l'alliance se réapproprie dans un premier temps les mécanismes de sécuritisation hérités de ces architectures, en mobilisant des outils et des pratiques qui structurent déjà la sécurité régionale. Cette réappropriation se traduit par une suspension des partis politiques et le rétrécissement des libertés d'expression. Par ailleurs, cette dynamique s'accompagne d'un recours à des acteurs étrangers, comme le groupe Wagner (aujourd'hui Africa Corps) dont l'engagement et la coordination militaires ont été directs au Mali, malgré la nationalisation du récit sécuritaire autour de la lutte antiterroriste dans un contexte de monopolisation de l'économie politique de la sécurité au Sahel central.

Le groupe Wagner s'est implanté au Mali en 2021 grâce à une stratégie combinant la désinformation à travers des comptes Facebook et d'autres plateformes mais également en soutenant l'idée d'une nouvelle révolution anticoloniale africaine soutenue par la Russie, rappelant le soutien soviétique aux mouvements de libération du 20^{ème} siècle ainsi que des alliances avec des responsables militaires maliens, afin de légitimer son rôle de soutien au régime et d'assurer sa présence contractuelle sur le terrain. L'arrivée de Wagner marque une nouvelle phase de violence et de soutien aux régimes militaires issus des coups d'État. Fin avril 2022, un massacre perpétré à Moura au Sud-ouest de Gossi par les soldats maliens et russes (Wagner) a fait plus de 500 victimes ciblées selon leur apparence ou leur pratique religieuse. Ce massacre a marqué un tournant dans la perception du groupe russe en Afrique en révélant l'ampleur de ses violences et suscitant l'inquiétude parmi les gouvernements occidentaux et les organisations humanitaires (Margolin, 2024). Le groupe russe a consolidé son implantation au Mali en occupant une infrastructure recyclée comme la base militaire précédemment installée par la France à Gossi mais également en construisant une base au sud de l'aéroport de Bamako et en menant des combats aux côtés des FAMA et des groupes armés et milices pro-gouvernement, comme la milice Dan Na Ambassagou, le GATIA et le MSA (ACLED, 2023).

En ce qui concerne l'arsenal de Wagner au Mali, il se caractérisait par une technologie limitée. Le groupe ne dispose pas de drones de combat comme les *Reaper* américains utilisés par la France mais s'appuie sur des petits drones de surveillance (*orlan-10*), utilisés en Centrafrique uniquement pour des missions d'observation (Peralta, 2021, Margolin, 2024). De surcroît, Wagner dépendait largement des avions de transport militaires russes comme le *Tupolev* du 223^e régiment aérien pour le déploiement des troupes et du matériel. Sur le terrain, le groupe était tributaire des FAMA pour les déplacements terrestres et l'approvisionnement, contrairement à leurs expériences en Syrie et en Libye où il bénéficiait de réseaux d'appui plus solides (Margolin, 2024). Le recours à une technologie limitée conduit le groupe à adopter des tactiques brutales, substituant la terreur à la précision. Cette stratégie a eu comme conséquence une intensification de la violence et du recrutement des groupes djihadistes. En juin 2025, le départ de Wagner du Mali, remplacé par Africa Corps une force placée sous le contrôle direct du ministère russe de la Défense, a marqué la reprise en main par Moscou de son dispositif africain, accompagné du déploiement de plus de 1 500 paramilitaires et d'un important renforcement matériel et logistique (Roger, 2025).

Malgré les discours sur la réappropriation de la souveraineté et la volonté affichée de reprendre le contrôle de la sécurité, l'AES a continué de recourir à des acteurs externes sans pour autant enrayer la dynamique de la violence. Cette dépendance sécuritaire s'accompagne d'un durcissement du contrôle politique interne, où la suspension des politiques ordinaires se manifeste avant tout la mise entre parenthèses du pluralisme et la suspension des partis politiques. Au Sahel central, les transitions militaires ont suspendu ou dissous l'ensemble des partis politiques : au Burkina Faso depuis septembre 2022, au Niger dès mars 2025, et au Mali avec l'abrogation de la charte des 300 partis. Ces mesures s'accompagnent du contrôle strict des financements publics, éliminant toute autonomie des partis et consolidant le pouvoir militaire (Barry, 2025). La domination militaire du pouvoir politique se traduit par une militarisation totale de l'administration comme l'explique un membre de la société civile de Niamey « *Les militaires contrôlent tous les postes clés de l'État ; la présidence, les ministères, les gouvernorats et les*

préfectures même dans les hameaux »¹⁴. En effet, le général Abdourahamane Tiani a dissous les conseils locaux et régionaux élus en 2020 pour les remplacer par des responsables nommés, accentuant la centralisation du pouvoir entre les mains de la junte. Cette militarisation totale de l'administration montre un effacement quasi complet des civils de la gestion publique. Accaparés par la gestion administrative et politique, les militaires délaissent leurs fonctions premières de défense et de commandement opérationnel.

Au Mali, la junte malienne a consolidé son pouvoir au détriment du retour à l'ordre constitutionnel en prolongeant la transition jusqu'en 2027, ouvrant la voie au maintien du Général Assimi Goïta et à son éventuelle candidature future. Ceci s'est accompagné d'une suspension des activités politiques et médiatiques, officiellement justifiée par la préservation de l'ordre public, ainsi que d'une répression accrue contre les opposants notamment en juin 2024 lorsque 11 dirigeants de l'opposition ont été arrêtés arbitrairement et accusés de « comploter contre l'autorité de l'État »¹⁵. Enfin, le limogeage du Premier ministre civil Choguel Maïga et son remplacement par un général ont entériné la mainmise totale des militaires sur les principales institutions, marquant une étape supplémentaire dans la militarisation du pouvoir et la suspension des pratiques politiques ordinaires. Au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, président de la transition a signé une nouvelle charte de transition qui a repoussé la fin de la période transitoire de cinq ans supplémentaires, jusqu'en 2029, alors que les élections et le retour à un gouvernement civil étaient initialement prévus pour juillet 2024. Tout au long de l'année 2024, la junte a poursuivi ses efforts pour réprimer toute dissidence, ciblant activistes, opposants politiques, journalistes et magistrats par des détentions arbitraires, des disparitions et la conscription forcée dans une milice nationale chargée de lutter contre les groupes armés djihadistes. Alors que les pays de l'AES renforcent leur contrôle sur le secteur sécuritaire national, une autre mesure illustre leur volonté d'affirmer leur souveraineté et de limiter l'ingérence extérieure : la décision de se retirer de la cour pénale internationale le 22 septembre 2025 ; les gouvernements de ces pays dénoncent une justice internationale « sélective » et « néocoloniale », ciblant principalement les dirigeants africains.

Ces mesures entreprises par l'AES posent la question de la continuité ou de la rupture dans sa stratégie dans un contexte de montée de la violence inédite, soulignant une fois de plus les limites du tout sécuritaire et des suspensions des politiques ordinaires au Sahel central.

4 - L'AES : LE NOUVEL ELAN SAHELIEN ENTRE RUPTURE ET CONTINUITE

Les trois pays de l'AES ont entrepris des réformes économiques, politiques et sécuritaires visant à renforcer leur souveraineté et à affirmer leur autonomie face aux partenaires occidentaux. En un temps record, ils ont multiplié les instruments symboliques et institutionnels de cette souveraineté à savoir un hymne confédéral intitulé *Sahel Benkan*, un passeport biométrique commun, des médias confédéraux et l'annonce d'un projet de Parlement commun¹⁶ tout en engageant une politique de nationalisation des ressources stratégiques. Ainsi, le Burkina Faso a confié cinq mines d'or à la société d'État SOPAMIB, tandis qu'au Niger, la SOMAIR, auparavant majoritairement détenue par Orano, une société française, a été entièrement transférée à l'État avec indemnisation des actionnaires (Kouwonou, 2025). Cependant, malgré cette volonté d'autonomisation économique, les trois États demeurent membres de l'UEMOA et continuent donc d'utiliser le franc CFA, ce qui constitue une situation paradoxale illustrant les limites

¹⁴ Entretien réalisé (par signal) avec un membre de la société civile de Niamey, le 29 octobre 2025

¹⁵ <https://freedomhouse.org/country/mali/freedom-world/2025>

¹⁶ <https://www.bbc.com/afrique/articles/cwy8r6kr3ndo>

de leur souveraineté monétaire et soulignant la complexité du passage d'une dépendance structurelle à une indépendance économique réelle.

Au niveau sécuritaire, les trois pays ont créé une force commune de 5000 soldats destinée à lutter contre les groupes djihadistes. Cette initiative marque une nouvelle étape dans leur coopération, traduisant la volonté d'approfondir une alliance d'abord fondée sur la sécurité et la défense collective, conformément à la Charte du Liptako-Gourma. L'alliance militaire est inédite mais fragile. Elle reprend en apparence le modèle du G5 Sahel, mais s'en distingue par un véritable alignement stratégique au niveau politique, qui assure une fluidité opérationnelle et un état-major conjoint capable de prendre des décisions tactiques autonomes. En ce sens, la force unifiée de l'AES se distingue de la force conjointe du G5 Sahel par la nature des relations entre les États membres, par la centralité accordée à l'État-major conjoint. Le véritable enjeu n'est pas celui de l'innovation institutionnelle mais plutôt la transformation d'une volonté politique en efficacité militaire. Cette coordination a permis des succès opérationnels ponctuels, notamment lors de la reprise de Kidal, appuyée logistiquement par le Niger et le Burkina Faso¹⁷. Cependant, l'efficacité de la force conjointe reste limitée : les zones d'intérêt militaire divergent entre les trois pays, les fronts s'étant déplacés (vers l'ouest pour le Mali, vers le sud et l'est pour le Burkina Faso)¹⁸.

Le déplacement constant des foyers de la violence traduit comment les groupes armés djihadistes conservent une longueur d'avance, adaptant constamment leurs tactiques et élargissant leurs zones d'action pour contourner les dispositifs régionaux, comme ils l'ont démontré face à Barkhane et au G5 Sahel. Malgré les pertes subies, ces groupes font preuve d'une forte résilience et tirent avantage de la stratégie de l'usure, épuisant progressivement les régimes militaires, un phénomène comparable aux situations syrienne et afghane où les insurgés profitent du temps long. Face à ces évolutions, les États de l'AES manquent d'une profondeur stratégique durable face à des acteurs constamment adaptatifs. Par ailleurs, la solidité de l'alliance repose largement sur la cohésion personnelle entre les trois dirigeants si bien que toute crise interne ou chute d'un dirigeant pourrait fragiliser immédiatement l'AES, qui s'appuie davantage sur la volonté politique conjoncturelle que sur des institutions solides. Les récentes tensions, telles que la crise du carburant au Mali, les difficultés financières au Niger révélées par la dernière notation de crédit du Niger par l'agence de notation financière Moody¹⁹ et l'affaiblissement du front sécuritaire, mettent déjà à l'épreuve cette cohésion, révélant l'essoufflement de la solidarité et les risques de déstabilisation internes. La stratégie de déstabilisation des groupes armés, plutôt que d'occuper massivement comme au Mali en 2012, les groupes cherchent à affaiblir l'État à travers le ciblage des axes économiques (pénurie du carburant), les sabotages d'infrastructures, les enlèvements et les violences sélectives pour semer la peur, et multiplier les opérations mobiles qui élargissent les fronts et dépassent la capacité de réaction des forces régulières. Ce mode d'action vise à rendre le pays ingouvernable pour imposer une recomposition politique²⁰. Certaines figures religieuses de la société civile malienne (notamment l'imam Dicko) partagent un discours proche de celui des groupes armés et pourraient servir de relais institutionnels; la stratégie recherchée par ces groupes consiste à rendre le pays ingouvernable pour provoquer un renversement de légitimité populaire et imposer, dans la confusion, une « transition dans la transition » menée par une personnalité consensuelle susceptible d'être acceptée à la fois par les populations et par les groupes armés²¹²². En parallèle,

¹⁷ Entretien réalisé (par WhatsApp) avec un chercheur, ex-conseiller politique basé à Bamako, le 23 octobre 2025.

¹⁸ Entretien réalisé (par WhatsApp) avec un chercheur, ex-conseiller politique basé à Bamako, le 23 octobre 2025.

¹⁹ <https://fr.tradingeconomics.com/niger/rating>

²⁰ Entretien réalisé (par WhatsApp) avec un chercheur du nord du Mali et membre de la société civile basé à Bamako, le 28 septembre 2025.

²¹ Entretien réalisé (par WhatsApp) avec un chercheur du nord du Mali et membre de la société civile basé à Bamako, le 28 septembre 2025.

²² Entretien réalisé (par WhatsApp) avec un chercheur, ex-conseiller politique basé à Bamako, le 23 octobre 2025.

si des négociations ponctuelles et pragmatiques, telles que la libération d'otages, des accords ponctuels pour sécuriser le bétail ou la réinsertion d'ex-combattants²³, existent, un dialogue politique et formel est rendu difficile par plusieurs facteurs : les groupes affichent des ambitions politiques partielles (partagées par le porte-parole du JNIM Mahmoud Barry) mais manquent de capacité de gouvernance. Les juntes craignent que négocier n'entame leur légitimité politique et que la fragmentation des groupes armés rende toute négociation centrale instable. La deuxième session du collège des chefs d'État de la confédération des États du Sahel (AES) qui s'est tenue en décembre 2025 ; reflète une volonté de renforcer l'unité institutionnelle et de passer d'un discours politique à des actions concrètes qui renforcent la souveraineté. Les initiatives annoncées par le général Assimi Goïta s'inscrivent dans une démarche de rupture avec les modèles de dépendance antérieurs : la banque confédérale²⁴ vise à mieux financer le développement local et à moins dépendre des aides extérieures, tandis que la télévision AES²⁵ répond à un enjeu stratégique en permettant de mieux contrôler le discours et de lutter contre la désinformation, que certains considèrent comme un moyen d'influence politique. La création d'une centrale d'achat de produits de première nécessité²⁶ témoigne, quant à elle, d'une volonté d'intégrer le projet confédéral dans le quotidien des populations, en apportant des solutions économiques et sociales concrètes. Cependant, la réussite de ces initiatives reposera sur leur mise en œuvre réelle, leur gouvernance, et la capacité des États membres à surmonter les défis économiques et sécuritaires encore présents dans la région du Sahel.

5 - CONCLUSION

L'approche militaire seule poursuivie dans la région depuis plus de deux décennies a montré ses limites, incapable d'éradiquer durablement l'extrémisme violent. L'AES reconduit les schémas classiques de la sécuritisation au Sahel, en utilisant le registre sécuritaire comme instrument de légitimation politique. La sécurité y fonctionne ainsi comme un « piège » qui enferme l'action publique dans la continuité plutôt que dans la rupture.

En définitive, l'expérience sahélienne montre une profonde ambivalence des autorités : si les pouvoirs qui se sont succédés, y compris les juntes aujourd'hui qui, lorsqu'elles dénoncent publiquement toute négociation, entretiennent des arrangements ponctuels quand l'intérêt l'exige. La négociation intervient souvent tard, lorsque l'épuisement contraint les élites politico-militaires à dialoguer, ce qui renforce la position des groupes armés. Dans ce contexte, seuls des médiateurs, figures religieuses ou acteurs locaux, et des concessions limitées, telles que relâchements ciblés ou autonomies locales, offrent une voie plausible pour amorcer un processus : mais leur succès reste incertain, rendant toute posture de refus du dialogue stratégiquement coûteuse et soulignant la nécessité d'une approche pragmatique combinant pression militaire et négociations ciblées pour réduire les pertes humaines et politiques tout en préservant la stabilité régionale.

²³ Entretien réalisé (par signal) avec un membre de la société civile de Niamey, le 29 octobre 2025.

²⁴https://afrique.le360.ma/politique/bamako-retour-sur-les-principales-annonces-du-2e-college-des-chefs-detat-de-laes_7TFZ3XATHVEJ7M77GSLZBN32H4/

²⁵https://afrique.le360.ma/politique/bamako-retour-sur-les-principales-annonces-du-2e-college-des-chefs-detat-de-laes_7TFZ3XATHVEJ7M77GSLZBN32H4/

²⁶https://afrique.le360.ma/politique/bamako-retour-sur-les-principales-annonces-du-2e-college-des-chefs-detat-de-laes_7TFZ3XATHVEJ7M77GSLZBN32H4/

6 - REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ACLEDD (2023). Moving out of the Shadows: Shifts in Wagner Group Operations Around the World. Disponible: <https://acleddata.com/report/moving-out-shadows-shifts-wagner-group-operations-around-world>

Arreguin-Toft, I. (2005). *How the weak win wars: A theory of asymmetric conflict* (Vol. 99). Cambridge University Press

Balzacq, T. (2011). *Securitization theory. How Security Problems Emerge and Dissolve*. London/New York.

Balzacq, T. (2016). *Théories de la sécurité : les approches critiques*. Presses de sciences Po.

Barry, B. (2025). Est-ce la fin du multipartisme dans l'AES ? disponible : <https://www.dw.com/fr/mali-burkina-niger-dissolution-partis-politiques-suspension-etat-de-droit-suffrage-universel/a-72541414>

Billy, A. (2025). A Critique of the US Global War on Terror in the Sahel. *African Security*, 18(4), 376-398.

Bourbeau, P. (2013). Resiliencism: premises and promises in securitisation research. *Resilience*, 1(1), 3-17.

Bourbeau, P. (2015). Resilience and international politics: Premises, debates, agenda. *International studies review*, 17(3), 374-395.

Bourbeau & Vuori (2018). Resilience and Security in Bourbeau, P. (2018). *On resilience: Genealogy, logics, and world politics*. Cambridge University Press.

Buzan, B. (1998). *Security: A New Framework for Analysis*. Lynne Rienner.

Buzan, B., & Waever, O. (2003). *Regions and powers: The structure of international security* (Vol. 91). Cambridge University Press.

Davies, Diane E. (2012) *Urban Resilience in Situations of Chronic Violence: Final Report*. Cambridge, MA: United States Agency for International Development and MIT Center for International

Grintchenko, M. (2019). La maintenance aéronautique du groupement tactique désert aéro-combat de Barkhane (GTD-A). *Revue Défense nationale*, n°818. Cité dans Hamdaoui, Y. (2020a). La sécurisation de la guerre contre le terrorisme au Sahel. Thèse de doctorat soutenue publiquement le 28 juillet 2020 à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales (FSJES) de Settat (Maroc).

Gueguen, P. (2016). Les enseignements logistiques après trois ans de présence dans le Sahel. *Revue défense nationale*, n° 790. Cité dans Hamdaoui, Y. (2020a). La sécurisation de la guerre contre le terrorisme au Sahel. Thèse de doctorat soutenue publiquement le 28 juillet 2020 à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales (FSJES) de Settat (Maroc).

Hamdaoui, Y. (2020a). La sécurisation de la guerre contre le terrorisme au Sahel. Thèse de doctorat soutenue publiquement le 28 juillet 2020 à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales (FSJES) de Settat (Maroc).

Hamdaoui, Y. (2020b). La sécurisation de la guerre contre le terrorisme au Sahel. *Afrique (s) en mouvement*, 3(2), 31-36.

Margolin, J. (2024). *The Wagner Group: Inside Russia's Mercenary Army*. Reaktion Books.

OECD/SWAC (2025), *Roads and Conflicts in North and West Africa*, West African Studies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/77474489-en>.

Peralta, E. (2021). France kills Top West Africa ISIS Leader in drone strike. <https://www.npr.org/2021/09/16/1038032130/france-kills-top-west-africa-isis-leader-in-drone-strike>

Koné, H & Rodrigue Koné, F. (2025). Dans le Sahel, les terroristes transforment les drones civils en armes. <https://issafrica.org/fr/iss-today/dans-le-sahel-les-terroristes-transforment-les-drones-civils-en-armes>

Kouwonou, I. (2025). La vague de nationalisation des ressources minières dans les pays de l'AES pourra-t-elle profiter aux populations ? <https://www.bbc.com/afrique/articles/c14eveln1vno>

Rietjens, S., & de Waard, E. (2017). UN peacekeeping intelligence: the ASIFU experiment. *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 30(3), 532-556.

Rigouste, M. (2017). Que fait l'armée française au Sahel ? (En ligne), <https://orientxxi.info/magazine/que-fait-l-armee-francaise-au-sahel,2041>

Roger, B. (2025). Au Mali, les Russes de Wagner quittent le pays, remplacés par ceux d'Africa Corps. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/06/06/au-mali-les-russes-de-wagner-quit-tent-le-pays-replaces-par-ceux-d-africa-corps_6610872_3212.html?search-type=classic&ise_click_rank=1

Vine, D. (2015). *Base nation: How US military bases abroad harm America and the world*. New York: Metropolitan Books cité dans Hamdaoui, Y. (2020a). La sécurisation de la guerre contre le terrorisme au Sahel. Thèse de doctorat soutenue publiquement le 28 juillet 2020 à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales (FSJES) de Settat (Maroc).

Williams, M. C. (2011). *The continuing evolution of securitization theory in Securitization theory: how security problems emerge and dissolve*. London and New York: Routledge Taylor & Francis Group. Cité dans Hamdaoui, Y. (2020a). La sécurisation de la guerre contre le terrorisme au Sahel. Thèse de doctorat soutenue publiquement le 28 juillet 2020 à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales (FSJES) de Settat (Maroc).

Williams, P. D. (2013). Protection, resilience and empowerment: United Nations peacekeeping and violence against civilians in contemporary war zones. *Politics*, 33(4), 287-298.

Wæver, O. (1995). Securitization and Desecuritization. *On Security*, edited by Ronnie. Lipschutz, 46-86.

PASAS

PLATEFORME D'ANALYSE,
DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE
AU SAHEL



PORTÉ PAR



pasas-minka.fr

Ce rapport a été élaboré dans le cadre d'un financement du Fonds Paix et Résilience Minka.

Le Fonds Minka, mis en œuvre par le groupe AFD, est la réponse opérationnelle de la France à l'enjeu de lutte contre la fragilisation des États et des sociétés. Lancé en 2017, Minka finance des projets dans des zones affectées par un conflit violent, avec un objectif : la consolidation de la paix. Il appuie ainsi quatre bassins de crise via quatre initiatives : l'Initiative Minka Sahel, l'Initiative Minka Lac Tchad, l'Initiative Minka RCA et l'Initiative Minka Moyen-Orient.

conférences d'échange autour des résultats des études. La plateforme soutient ainsi la production et le partage de connaissances, en rassemblant des analyses robustes sur les contextes sahéliens et du pourtour du Lac Tchad.

Nous encourageons les lecteurs à reproduire les informations contenues dans les rapports PASAS pour leurs propres publications, tant qu'elles ne sont pas vendues à des fins commerciales. En tant que titulaire des droits d'auteur, le projet PASAS et l'IRD demande à être explicitement mentionné et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs

